FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION

Faire progresser l'audit, la surveillance et

la gouvernance dans le secteur public

CANADIAN AUDIT & ACCOUNTABILITY FOUNDATION

Advancing public sector audit, oversight and governance



Dialogue avec les institutions d'audit, les gouvernements et les représentants élus sur la mise en œuvre de l'ODD no 5 — l'égalité des sexes

Vers la création d'un guide pour les citoyennes et citoyens et les organisations de la société civile

Validation de principe

La Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation est un organisme indépendant de recherche et d'éducation qui se consacre à la promotion et au renforcement de l'audit de performance du secteur public, de la surveillance et de la reddition de comptes au Canada et à l'étranger. Nos programmes ont pour but d'aider les auditeurs et auditrices et les organes de surveillance à jouer leur rôle en améliorant l'efficacité de la reddition de comptes.

La Fondation constitue un centre névralgique pour l'éducation, la formation, le partage de connaissances et l'établissement de réseaux, encourageant ainsi la collaboration et les échanges sur des sujets d'intérêt commun. Elle intervient aux échelons local, provincial, national et international et auprès de personnes et d'organisations qui représentent un large éventail d'intérêts.

Objet

Amorcer un dialogue entre les citoyennes et citoyens et les organisations de la société civile, et les représentants et représentantes élus, les administrateurs et administratrices du secteur public et les institutions d'audit, dans l'optique de concevoir un guide pratique qui donnera à l'ensemble des parties les connaissances et les stratégies nécessaires pour :

- se concerter afin de promouvoir l'égalité des sexes et la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies;
- mieux aider les citoyennes et citoyens et les organisations de la société civile à utiliser les voies démocratiques et les institutions en place pour influer sur la prise de décisions et se faire entendre!

Contexte

Aux quatre coins du monde, les inégalités entre les sexes persistent et ont des répercussions sur chacune et chacun de nous. Lorsque les filles et les femmes ne bénéficient pas des mêmes chances d'accès et de recours à des ressources, ou de participation au processus décisionnel, ce sont leurs familles, leurs communautés et leurs pays qui en subissent les coûts économiques et sociaux.



Depuis quelques années, les institutions d'audit au Canada et ailleurs cherchent des moyens plus efficaces de consulter les citoyennes et citoyens et les organisations de la société civile (OSC) dans le processus d'audit et de reddition de comptes du secteur public. Leur objectif : produire des audits dont les résultats sont porteurs de changements positifs pour la société. La plupart des gouvernements nationaux sont déterminés à promouvoir l'égalité des sexes et ont maintenant réaffirmé

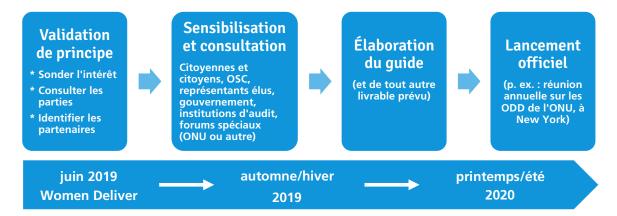
leur engagement par le biais du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, dans lequel l'égalité des sexes constitue à la fois un objectif spécifique et une priorité transversale. L'atteinte des cibles et indicateurs des objectifs de développement durable (ODD) aura des effets à grande échelle au plan national, qui se répercuteront à tous les niveaux, y compris dans les provinces et les municipalités.

Pourtant, une revue préliminaire de la littérature révèle des lacunes au chapitre des informations et conseils qui aideraient les citoyennes et citoyens et les OSC à faire avancer leur cause en collaborant avec des institutions d'audit et des organes de surveillance législative. À la fin de 2016, la FCAR a noué un partenariat avec Women Deliver — une organisation mondiale de défense des droits des femmes et des filles — pour explorer davantage cette question. Ce partenariat a vu le jour dans le contexte de la publication, en 2017, d'un guide pratique de la FCAR sur <u>l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations Unies</u>.

Unis dans l'action

sexes, etc.

Cet événement parallèle à la conférence de Women Deliver marque le début d'un processus de collaboration entre les groupes de défense des droits et les institutions d'audit et de responsabilisation. Il vise à appuyer l'élaboration d'un guide expliquant aux citoyennes et citoyens et aux OSC comment travailler avec les institutions d'audit et les organes de surveillance élus pour demander des comptes au gouvernement sur sa mise en œuvre des objectifs de développement durable, et plus particulièrement l'ODD no 5 — « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles afin qu'elles réalisent leur plein potentiel ».



Pourquoi dialoguer avec les institutions d'audit et les comités de surveillance?

En agissant de concert pour le changement à l'échelle d'un pays, les gouvernements, les législatures, les institutions d'audit et les défenseurs de l'égalité des sexes ont le pouvoir et les capacités de faire bouger Parlement les choses en se penchant sur ces inégalités. Dans de nombreux Mandat d'audit gouvernements, les dispositions en matière de reddition de comptes s'articulent selon le modèle du triangle de responsabilisation. Les institutions d'audit peuvent contribuer au succès de la mise en œuvre des ODD en évaluant le rendement des \$ programmes et des services publics en matière Audit Gouvernement d'environnement, de santé, d'éducation, d'égalité des

Les organes de surveillance (parlementaires, comités des comptes publics) dont relèvent les institutions d'audit sont des acteurs clés permettant de s'assurer que les organisations auditées appliquent les recommandations des institutions d'audit, et jouent un rôle déterminant pour amener les gouvernements à rendre des comptes. Les citoyennes, citoyens et les OSC peuvent jouer un rôle important dans le cycle de reddition de comptes, par le biais de la collaboration ou d'autres mécanismes de consultation.

Audit

Stratégies d'engagement pour les citoyennes et citoyens et les OSC

En collaborant avec les bureaux d'audit et les organes de surveillance élus, et en prenant conseil auprès d'eux, les citoyens, citoyennes et les OSC peuvent être des acteurs et actrices efficaces dans le cycle de reddition de comptes. Le guide proposé leur apportera des outils et des stratégies à cette fin.

Exemples de stratégies d'action

Stratégies de pression

- Promouvoir la diffusion des connaissances et la sensibilisation
- Mobiliser les bases et prendre contact avec les parties intéressées
- Encourager la reddition de comptes participative
- Encourager la dénonciation, notamment au moyen des lignes téléphoniques pour fraude et gaspillage





Stratégies d'attraction

- Exiger des comptes du gouvernement
- Offrir son savoir-faire en matière d'élaboration des politiques
- Fournir des services consultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre des projets
- Relever les cas où les cibles et les normes de service ne sont pas publiées (ou atteintes)

Questions à explorer

Vous aurez l'occasion de faire part de vos idées concernant notre nouveau guide sur la participation des OSC au processus de responsabilisation au cours d'une période d'échanges entre pairs.

Voici les deux questions que nous aborderons durant la réunion :

- Quelles stratégies les citoyens et citoyennes, les OSC, les institutions d'audit, les gouvernements et les représentants et représentantes élus utilisent-ils actuellement pour dialoguer en matière de promotion de l'égalité des sexes?
- De quels conseils et/ou soutien les citoyens et citoyennes, les OSC, les institutions d'audit, les gouvernements et les représentants et représentantes élus auraient-ils besoin pour dialoguer entre eux plus efficacement? Quelles lacunes empêchent actuellement d'emprunter la voie de la concertation?

Vous souhaitez continuer à vous impliquer?

Pour faire partie de la discussion durant le processus d'élaboration et de publication de nos futures orientations, il suffit de transmettre vos coordonnées à Marie-Hélène Bérubé, agente de programme, Égalité des sexes et éthique, à mhberube@caaf-fcar.ca.

Merci de participer à ce dialogue!